



**Comité européen
des régions**

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU CDR, KARL-HEINZ LAMBERTZ

PANEL: UN USAGE PLUS EFFICACE DE RESSOURCES FINANCIÈRES LIMITÉES

SESSION: ÉQUILIBRER LES POLITIQUES TRADITIONNELLES ET LES NOUVEAUX DÉFIS

**CONFÉRENCE: "CHANGER NOTRE AVENIR: CONCEVOIR LE PROCHAIN CADRE
FINANCIER PLURIANNUEL"**

09 JANVIER 2018, COMMISSION EUROPÉENNE, BRUXELLES

Madame la ministre, Monsieur le Directeur général, Chers collègues,

2018 marquera en juin le trentième anniversaire de la politique de cohésion. C'est pourquoi je souhaiterais d'emblée tordre le cou à quelques idées préconçues qui sont présumées par la structure de cette session qui s'intitule, je le rappelle, "Équilibrer les politiques traditionnelles et les nouveaux défis".

Tout d'abord, depuis 2014, la politique de cohésion a notamment investi 15 milliards d'euros dans des projets de recherche et d'innovation, 3,5 milliards dans des projets numériques, 26,3 milliards d'euros dans la compétitivité des petites et moyennes entreprises, 11 milliards d'euros dans des actions soutenant une économie à faible intensité de carbone et 16,5 milliards dans des projets en faveur de l'adaptation au changement climatique.

Si l'emploi, la compétitivité et le changement climatique ne sont pas les défis primordiaux pour notre futur alors il faudra aller l'expliquer aux citoyens, et à moi-même d'ailleurs!

Ensuite, au sujet de la politique de cohésion, on parle encore d'une politique traditionnelle alors qu'elle a déjà connu une révolution copernicienne en 2014. Tous les acteurs, que ce soit ici à Bruxelles ou sur le terrain, s'accordent pour dire que de grands changements ont eu lieu: concentration thématique, orientation sur les résultats, conditionnalités ex-ante, réserve de performance... Ces changements n'ont pas encore donné leurs résultats du fait du retard dans la programmation. Ce retard n'est pas dû à la politique en elle-même mais au retard dans l'approbation des textes et à une complexité trop grande. Cela ne doit plus se reproduire.

La politique de cohésion n'est pas une politique traditionnelle, c'est au contraire une politique innovante qui nous est enviable par exemple par les niveaux infra-étatiques aux États-Unis.

Ceci étant dit, je reconnais également que c'est une politique qu'il nous faudra encore améliorer car l'on peut et doit toujours et encore faire mieux.



**Comité européen
des régions**

J'ai peu de temps donc je souhaiterais que mon message porte bien dans cette enceinte où il peut encore y avoir quelques personnes à convaincre.

La politique de cohésion est une politique qui atteint ses objectifs. Outre les chiffres de la Commission européenne que j'ai déjà cités, le septième rapport sur la cohésion est éloquent à cet égard.

Elle est la principale politique d'investissement et de solidarité de l'Union européenne. Que signifiaient des coupes budgétaires? Moins de formations pour les chômeurs? Moins de km de voies ferrées pour un système européen de transport durable? Moins de logement isolés contre le froid qui, à la fois, réduisent la pauvreté de leurs habitants et contribuent à limiter les émissions de gaz à effet de serre? Etc...

Est-ce vraiment l'Europe que nous souhaitons? Réduire les fonds de la politique de cohésion pour financer d'autres défis, certes valables, mais aux dépens du quotidien des Européens?

C'est ce que la Commission européenne cherche pourtant déjà à faire dans sa communication sur l'Union économique et monétaire. Cette communication vise en effet à priver les régions de la réserve de performance qui leur était promise si elles atteignaient leurs résultats pour permettre aux Etats membres de financer des réformes structurelles élaborées on ne sait où, et, en tout cas, sans aucun contrôle démocratique pour l'instant.

Ce n'est pas l'Europe que je souhaite. Le budget de l'Union européenne ne pèse rien: une tasse de café par citoyen et par jour. Si l'on veut financer de nouveaux défis, il faut de nouvelles ressources. Il faut faire sauter le plafond de verre du 1% du RNB et mobiliser de nouvelles ressources propres.

Ce n'est pas nous, au Comité européen des Régions, qui avons le pouvoir de le faire. Le Parlement européen n'a pas non plus ce pouvoir, pas plus que la Commission européenne d'ailleurs. C'est aux Etats membres de se mobiliser pour sauver notre Union.

Car je le répète encore, briser l'instrument de convergence qu'est la politique de cohésion, c'est sans doute en finir avec la construction européenne. Prenons donc garde à ne pas nous tromper de direction.

Merci de votre attention.

(654 mots)